

## [Texte]

différents programmes de création d'emplois que le gouvernement finance à même le fonds de l'assurance-chômage; on parle de l'établissement d'un deuxième programme dans le cas ces mesures. Cependant, aucun projet précis n'a été déposé à ce sujet. On dit qu'on devrait créer cela, mais je n'ai rien de concret à présenter aux contribuables.

Comment va-t-on faire pour prêcher en faveur de la «vertu» préconisée par certains qui disent que l'assurance-chômage doit couvrir uniquement cela, alors que notre devoir social, en tant que gouvernement, est d'aider les personnes qui ont besoin d'être aidées? Comment peut-on dissocier ces choses, et comment va-t-on articuler ce nouveau programme de supplément de revenu préconisé par certains?

**Prof. Pal:** I am not sure if you are asking me to propose an income-supplementation program. I cannot, and I did not think Mr. Forget was able to either.

I understand the difficulties you are outlining. It seems to me that perhaps part of what you are asking is, on what basis can one defend this separation of programs? It seems to work, as it currently stands, to some degree. If by separating them and developing income-supplementation programs, we create a lot of difficulties in design, articulation of programs, and ultimately political defence, then why bother? What is the benefit to be gained from all of this?

It would seem to me that the central point, at least from the way I approach the program, is the degree to which a program, as a delivery mechanism, does a job well or badly. Unemployment insurance, I think it must be remembered, has a particular logic as insurance, if we think of just the regular benefits component of it; and it is this logic, it is this portion of the unemployment insurance program that has coloured all of the other aspects.

Take maternity benefits, for instance—a two-week waiting period. Why should there be a two-week waiting period? It has absolutely nothing to do with the nature of the problem or the nature of the need. Why 15 weeks? Why not 20 weeks or 17? What is the logic behind it? The logic is given by the nature of the program. Two-week waiting periods are a function of unemployment insurance as such, so they are applied to maternity benefits.

• 1030

I think what tends to happen once programs like this are loaded on is that they get absorbed into the logic of unemployment insurance and do not work as well as they might. If part of your ultimate question is to ask what can be the possible defence for it if we are going to go to all of this trouble of developing new income supplementation programs, I think the ultimate and best defence is that the unemployment insurance program as it currently exists is trying to do a wide range of things. Some it does relatively well; others it does not do very well at all.

## [Traduction]

creation programs that the government funds through unemployment insurance; for those programs we envisaged the establishment of a second program. Nonetheless, no precise project has been elaborated yet on this matter. People say that we should act on that point but I have nothing precise to submit to taxpayers.

How are we going to go about preaching in favour of this "virtue" advocated by those who pretend that unemployment insurance must only be that, when our social responsibility, as a government, is to help those people who need to be assisted? How can we disassociate these elements and how are we going to go about putting in place this new support program advocated by others?

**M. Pal:** Je ne suis pas sûr de bien comprendre si vous me demandez de proposer un programme de supplément du revenu. Je ne peux pas le faire et je ne crois pas que M. Forget ait pu le faire non plus.

Je comprends les difficultés que vous soulignez. Je crois que ce que vous demandez en partie, c'est sur quelle base peut-on défendre la séparation des programmes? Cela semble présentement marcher, du moins jusqu'à un certain point. Si en séparant les programmes et en élaborant des programmes de supplément du revenu, nous créons beaucoup de difficultés dans l'élaboration, dans l'articulation des programmes et enfin dans la justification politique de ces programmes, alors pourquoi nous embêter? Quels seraient alors les avantages de toutes ces mesures?

Il me semble que le noeud du problème, on du moins c'est la façon dont je veux approcher ce programme, est l'efficacité ou l'inefficacité d'un programme, en tant que mécanisme d'exécution, fonctionne bien ou mal. Je pense qu'il faut se rappeler que l'assurance-chômage nous paraîtra particulièrement logique en tant qu'assurance si nous ne pensons qu'à la composante bénéfiques qu'elle comporte; et c'est cette logique, c'est cette partie du programme de l'assurance-chômage qui a déteint sur tous les autres aspects.

Prenons par exemple les prestations de maternité, où il y a une période d'attente de deux semaines. Pourquoi une période d'attente de deux semaines? Cela n'a rien à voir avec la nature du problème ou avec la nature du besoin. Pourquoi 15 semaines? Pourquoi pas 20 semaines ou 17? Quelle est la logique? La logique doit être indiquée par la nature même du programme. Les périodes de deux semaines d'attente sont fonction de l'assurance-chômage en tant que telle, et voilà qu'on les utilise pour les prestations de maternité.

Je crois que cela a tendance à se produire lorsque des programmes comme ceux-ci sont surchargés et qu'ils sont en quelque sorte absorbés par la logique de l'assurance-chômage et qu'ils ne fonctionnent pas comme ils devraient. Si une partie de votre dernière question est de demander comment on peut justifier que l'on procède à tout ce travail d'élaborer de nouveaux programmes de supplément de revenu, je pense que la meilleure justification est de voir que présentement, le régime d'assurance-chômage a tendance à couvrir un éventail